

l'Electric Reduction Company of Canada comme autre moyen de se libérer du fardeau que représente ce conflit d'intérêts?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Non, je n'ai rien appris à ce sujet.

Mme MacInnis: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Est-ce à dire que le Canada souffre d'une telle indigence dans le domaine des sciences que M. Solandt est le seul scientifique compétent et qualifié qui puisse actuellement occuper ce poste si important?

M. l'Orateur: A l'ordre. La question de l'honorable représentante me paraît litigieuse.

LES INSTRUMENTS STATUTAIRES

LES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ SPÉCIAL

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le président du Conseil privé. Le gouvernement compte-t-il prendre des mesures sous peu pour donner suite aux très importantes propositions et recommandations du comité spécial des instruments statutaires?

L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé): Nous avons examiné les propositions et un avant-projet sera bientôt au point; j'espère que nous pourrons le présenter à la Chambre avant la fin de la session.

M. Baldwin: Une question supplémentaire pour le premier ministre. Aurait-il l'obligance d'user de son influence auprès du président du Conseil privé en vue d'accélérer le processus et voudrait-il faire état de l'accroissement dangereux et alarmant des pouvoirs dictatoriaux de l'exécutif que révèlent les récentes mesures ministérielles et la nécessité d'assurer au Parlement des pouvoirs de surveillance neutralisants?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je tiens à dire au député que je ne puis guère forcer la main au leader à la Chambre. Il menace constamment de démissionner dans ces cas-là.

Des voix: Oh.

LE PÉTROLE

LE MAINTIEN DE LA PARTICIPATION AU CONSORTIUM PANARCTIC

M. Len Marchand (Kamloops-Cariboo): J'ai une question pour le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Peut-il nous

dire quand il fera une déclaration sur la participation ou la non-participation, selon le cas, du gouvernement à Panarctic Oil?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, je remercie l'honorable député de m'avoir donné avis de sa question. Je ne sais pas quand je pourrai faire une déclaration, mais le gouvernement est disposé à rendre publique son opinion à ce sujet. J'espère pouvoir la faire à la Chambre la semaine prochaine.

[Plus tard]

[Traduction]

M. Rod Thomson (Battleford-Kindersley): Monsieur l'Orateur, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien pourrait-il nous dire si le gouvernement a reçu des offres fermes pour ses actions dans la société Panarctic Oil?

[Français]

L'hon. M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, j'ai dit tantôt, en réponse à une question posée par l'honorable député de Kamloops-Cariboo, que j'aurais une déclaration à faire à ce sujet la semaine prochaine.

LE MINISTÈRE

LE BUREAU DU PREMIER MINISTRE—LES VACANCES AUX BUREAUX RÉGIONAUX

[Traduction]

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Ma question s'adresse au premier ministre. Comme on a nommé à des postes dans des ministères certaines personnes qui occupaient les bureaux dits «régionaux» chez le premier ministre, le premier ministre nous dirait-il, en dépit du gel des nouveaux engagements, si les postes aux bureaux régionaux demeureront vacants ou s'il songe à y faire de nouvelles nominations?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je doute qu'il s'agisse d'une question urgente ou de celles qu'on peut poser ici. Il y aurait peut-être lieu de l'inscrire au *Feuilleton*.

LA CONSOMMATION

L'INDICATION DES INGRÉDIENTS SUR LES PRODUITS ALIMENTAIRES

M. P. V. Noble (Grey-Simcoe): J'ai une question à poser au ministre de la Consommation et des Corporations, mais, comme il est absent, peut-être pourrais-je l'adresser au ministre suppléant, le solliciteur général.